

## Vive le service public!

« Le service public constitue le patrimoine de ceux qui n'en ont pas et aujourd'hui, il est menacé. C'est pour cette raison que je suis descendue dans les rues de Morlaix pour participer à la manifestation intersyndicale, le 10 octobre », explique Marylise Lebranchu.

Dans le Finistère, près de 10 000 personnes ont répondu à l'appel de l'intersyndicale et ont manifesté derrière la banderole : « *Uni.es pour une fonction publique de progrès social* ».

C'est peu de dire que l'ancienne ministre de la Fonction publique est particulièrement remontée contre la politique du gouvernement à l'encontre de la fonction publique et de ses agents. « **Je ne supporte pas, en tant que socialiste, l'instauration d'un jour de carence dans la fonction publique** ». Pour Marylise Lebranchu c'est à la fois inutile, humiliant et vraisemblablement pas dénué d'arrière-pensées. C'est humiliant car ça laisse entendre que les fonctionnaires abuseraient des congés maladie. Cela alimente la vieille tradition anti-fonctionnaires. La plupart des salariés du privé ont déjà une couverture maladie pour prendre en charge leurs jours de carence. Son retour, pour les cinq millions de fonctionnaires, ouvre un immense marché pour les assurances privées. « **Nous savons déjà qu'elles lorgnent sur ce marché qui peut représenter huit à douze euros par mois** », confie l'ancienne ministre.

En février 2016, Marylise Lebranchu avait dégelé le point d'indice. « **Nous l'avons fait car, entre 2010 et 2015, les fonctionnaires avaient rendu sept milliards d'euros, avec le gel. Et aujourd'hui, la première mesure de ce gouvernement consiste à revenir sur cette décision.** »



Dans les rues de Brest, le 10 octobre

Alors que les libéraux cherchent constamment à justifier leurs projets en expliquant qu'il faut s'aligner sur nos partenaires européens, il n'est jamais question des rémunérations des fonctionnaires. Or, les enseignants français sont parmi les moins bien payés d'Europe.

Ministre, Marylise Lebranchu avait lancé une grande campagne d'information pour tordre le cou aux clichés sur les fonctionnaires qui seraient des privilégiés, fainéants et trop payés, à l'abri, protégés par un statut leur accordant une immunité totale. « **Lorsqu'on prend le temps de discuter avec les usagers, tous ces clichés s'écroulent. Le statut de la fonction publique n'est ni un privilège, ni un handicap. Il constitue, pour les administrés, une garantie de loyauté, d'impartialité et, il faut bien insister sur ce point, de respect de la laïcité puisque les agents du service public sont tenus à une stricte neutralité religieuse, n'ayant face à eux que des usagers, quelles que soit leurs convictions.** »

Contrairement à ce que veulent faire croire les tenants de l'idéologie libérale, la fonction publique est un gage de solidarité et de réussite pour tous les enfants de la République.

### CAP FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 19/10/2017



### PRESSE URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

## Homo economicus

Depuis des décennies, les libéraux cherchent à imposer un système économique présenté comme le meilleur, le plus rationnel. Or, Richard Thaler, qui vient de recevoir le prix Nobel d'économie, a démontré que les acteurs économiques n'agissent pas de manière rationnelle.

Aux « experts » économiques qui prétendent tout savoir, il suffira de citer le prix Nobel d'économie. « *L'homo economicus des manuels d'économie ne possède ni le cerveau d'Einstein, ni les capacités de mémorisation du Big Blue d'IBM, ni la volonté du Mahatma Gandhi. Il est plus comparable à Homer Simpson qu'à Superman.* »

Il convient, par conséquent, de prendre avec beaucoup de précaution les oukazes des experts et de faire preuve de pragmatisme et de modestie en matière économique.

PS29

## Chiffre de la semaine

# 84 000

C'est le nombre de femmes victimes de viols ou de tentatives de viols, chaque année en France, selon le site <http://stop-violences-femmes.gouv.fr>.

# Zéro déchet : pourquoi pas vous ?

Les déchets les moins chers à traiter sont ceux qui ne sont pas produits. Fort de ce précepte le SYMEED, en coopération avec l'association Zéro waste Cornouaille, a décidé d'aller à la rencontre des Finistérien.nes pour les sensibiliser et les informer sur la manière de réduire leurs déchets. De Milizac à Quimperlé en passant par Audierne ou Landivisiau, dix conférences sont programmées dans tout le Finistère (voir les dates et lieux sur <http://www.symeed29.finistere.fr/>).



Béa Johnson à Brest en 2016

Christine Chevalier, maire de Landéda, vice-présidente du SYMEED chargée de la prévention. À l'origine, il avait pour mission de trouver des emplacements pour des centres de stockages et de favoriser la coopération entre les collectivités. Et, tout naturellement, à la demande des élu.es, le syndicat mixte s'est aussi orienté vers la prévention et maintenant, il a décidé de passer la vitesse supérieure et de populariser, auprès de l'ensemble des Finistérien.nes, le concept zéro déchet. Pour atteindre cet objectif, il s'est associé avec l'association Zéro waste Cornouaille, antenne finistérienne de l'organisation mondiale.

**« Pour chaque type de déchet, existe une solution. »**

La californienne Béa Johnson a grandement contribué à populariser le concept zéro déchet, grâce à son livre et aux conférences qu'elle anime à travers le monde et où elle exhibe un petit bocal qui contient l'ensemble des déchets qu'elle produit en une année. L'objectif de la série de conférences organisées à travers tout le département n'est pas de convertir l'ensemble des participants au zéro déchet mais de faire prendre conscience de l'ampleur de nos gaspillages.

Pour chaque type de déchet, existe une solution et de nombreuses expériences menées à travers le monde prouvent la pertinence d'une réflexion sur la lutte contre le gaspillage. « **C'est ce que nous allons nous attacher à montrer dans les conférences auxquelles nous invitons les particuliers à assister** », annonce Clément Le Fur, de Zéro waste Cornouaille.



Les organisateurs des conférences

Du compostage au recyclage, toute une palette de gestes simples contribue à réduire notre production de déchets. Et à favoriser l'économie. Car l'économie circulaire, c'est-à-dire la valorisation de ce que nous jetions auparavant, constitue un formidable gisement d'emplois.

En savoir plus : <http://www.symeed29.finistere.fr/>

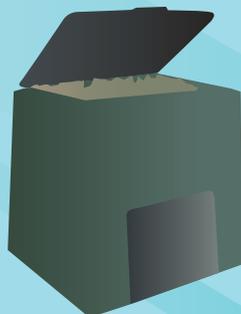
« **L**e SYMEED est un syndicat mixte départemental qui regroupe toutes les collectivités finistériennes exerçant la compétence "déchets" », explique

## Quelques gestes simples...



### Réparer

Et si au lieu de le jeter et d'en acheter un autre, vous faisiez réparer votre poste de radio ?



### Composter

Les poubelles de nos cuisines et de nos jardins regorgent de matières premières : il suffit de composter les épluchures ou les tontes de pelouse pour obtenir un excellent amendement organique.



### Recycler

Pourquoi mettre à la poubelle le jean ou la robe en bon état que vous ne pouvez plus voir en peinture ? Donnez-les plutôt à une association caritative.



### Acheter en vrac

Les emballages représentent un énorme volume de déchets. Pour le réduire, préférez acheter en vrac dans des magasins spécialisés.

# Brest change

**Les équipes municipales élues en 2014 entrent dans la période de mi-mandat, si le calendrier électoral est respecté et que les prochaines élections se tiennent bien au printemps 2020.**

À Brest, la majorité municipale, plus unie que jamais, a décidé d'aller à la rencontre des Brestoises afin de réaliser un point d'étape. Accompagné des élu.es de quartiers et des adjoints concernés, François Cuillandre a animé ou animera neuf réunions\* territoriales ou thématiques.

« **La ville se transforme, notamment sur la rive droite, avec le plateau des Capucins, sa médiathèque et ses logements, reliés au centre-ville grâce au téléphérique** », insiste François Cuillandre. « **Nous avons eu raison, pour l'Arena, d'opter pour une salle de spectacles et de manifestations sportives** », se félicite le maire de Brest.

Le, ou plutôt les ports de Brest, ont également bien changé, en

collaboration avec la Région et le Département.

Et surtout, Brest est entré dans le club des métropoles, ce qui n'est pas sans incidences sur les financements des grands chantiers.

La fiscalité locale est d'ailleurs un point important de ce bilan puisque la promesse de modération fiscale a été respectée. La majorité municipale parvient à combiner

une bonne capacité d'investissement et une pression fiscale modérée, tout en se situant parmi les collectivités les moins endettées.

Cependant, les perspectives en matière de politique fiscale, avec l'exonération de la taxe d'habitation ou dans le domaine du logement avec la baisse des APL, ne manquent pas d'inquiéter le maire de Brest.

Ces réunions de mi-mandat visent à permettre un débat avec les habitants sur les chantiers, engagés ou à venir, mais aussi sur tous les aspects de la vie quotidienne et à tracer des perspectives, notamment pour la deuxième ligne de tramway ou les aménagements du fond de la Penfeld.

\* Prochaines réunions thématiques le 9 novembre à 18h00 mairie de l'Europe, sur les solidarités ; le 18 novembre à 9h30 au Mac Orlan, sur la culture ; le 20 novembre à 18h00 espace Giraudeau, sur le sport ; le 27 novembre à 18h00 salle la Cormorandière, sur l'éducation et la jeunesse. Et le 13 décembre à 18h00 aux Capucins, réunion de synthèse.



La majorité tient ses engagements

## En savoir plus

### Moments citoyens



François Marc présentera son livre *Moments citoyens*, le 31 octobre, 18h00 à la librairie Dialogues à Brest.

Dans cet ouvrage, l'ancien sénateur revient sur plus de 35 ans de mandat au service des habitants de La Roche-Maurice, du canton de Ploudiry, mais aussi de toutes les Finistériennes et Finistériens.

### Thierry Piriou, président de Morlaix communauté...

Thierry Piriou, maire de Pleyber-Christ, a été élu le 9 octobre à la présidence de Morlaix communauté. La maire de Morlaix, Agnès Le Brun, s'est également présentée. Le vote s'est traduit par une très nette victoire de Thierry Piriou (20 à 30) qui succède ainsi à Jean-Luc Fichet,

élu sénateur à la suite de la démission de François Marc.

### ...et Cathy Lucas maire de Lanmeur

Cathy Lucas a été élue pour remplacer Jean-Luc Fichet en tant que maire de Lanmeur. Cadre infirmière à la retraite, la nouvelle première magistrate connaît bien la commune puisqu'elle a déjà été adjointe au maire pendant 28 ans, en charge de la vie scolaire et sociale...

### La Bretagne accompagne l'économie circulaire

Après avoir accompagné huit actions pilotes en 2015 et 2016, la Région Bretagne, après un nouvel appel à projets, va soutenir treize entreprises collectivités ou associations engagées dans l'économie circulaire. Retenues parmi 35 candidatures, ces initiatives innovantes et concrètes bénéficieront pendant 18 mois d'un appui technique et financier (195 000 euros au total) du Conseil régional dont l'ambition est de développer l'économie circulaire sur tout le territoire. L'ADEME est partenaire de ce dispositif.

Valorisation de filets de pêche usagés,

permaculture dans des jardins publics, recyclage de terres pour le bâtiment, développement d'une filière roseau, restauration collective d'insertion, rénovation de pièces industrielles, conception d'habitats modulables et déplaçables ou encore mise en place d'une stratégie de développement économique circulaire sur un territoire... : les Bretons ne manquent pas d'idées en matière d'économie circulaire.

« La volonté de la Région, déjà bien engagée sur la voie de la transition énergétique, est de rassembler tous les acteurs publics, privés et associatifs et de les aider à bâtir des boucles économiques vertueuses qui pourront inspirer d'autres projets ou s'appliquer à plus grande échelle », explique Thierry Burlot, vice-président à l'environnement. « C'est là toute l'ambition de la COP régionale que nous sommes en train de bâtir depuis six mois ». Plus de 30 % des matières produites et consommées sont encore enfouies ou incinérées en fin de vie. L'enjeu est bel et bien de passer du gaspillage à l'utilisation efficace et responsable des ressources dont dispose la Bretagne.

# Agenda

**20 octobre**

17h00 : Date limite d'envoi des candidatures pour l'élection du Premier secrétaire fédéral.

**23 octobre**

18h30 : AG de présentation des candidats comme Premier secrétaire fédéral au local du PS à Brest.

**25 octobre**

18h30 : AG de présentation des candidats comme Premier secrétaire fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

**9 novembre**

Élection du Premier secrétaire fédéral.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428  
N° 1201 - Vendredi 20 octobre 2017  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST  
Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste

# Catalogne : la boîte de Pandore

Éric Mass (interview réalisée le 16 octobre)

**« Il est temps de sortir de cette impasse par le dialogue », estime Éric Mass, secrétaire de la section socialiste de Barcelone.**

**Cap Finistère : Comment la Catalogne a pu en arriver à cette situation de blocage ?**

**Éric Mass :** Il n'est pas facile de résumer 300 ans d'histoire. 300 ans parce que le véritable déclencheur de la rivalité entre la Catalogne et l'Espagne remonte à une défaite de la Catalogne le 11 septembre 1714 (d'où la fête nationale chaque 11 septembre et les célébrations dans le stade du Barça quand le chrono marque 17mn14). Il faudrait aussi expliquer les notions d'autonomie, d'autogestion et de parlement/gouvernement régionaux qui n'ont rien à voir avec ce que nous connaissons en France et qui se sont construites depuis la constitution de 1978. À l'époque chaque autonomie a négocié certaines conditions en échange de certaines autres. Par exemple, le Pays Basque a choisi l'autogestion fiscale. Cela signifie que tous les impôts payés au Pays Basque sont collectés et gérés au Pays Basque. En 1978, la Catalogne n'a pas opté pour l'autogestion mais pour la langue et l'éducation. Elle veut, depuis plusieurs années, réviser ce partage, ce qui demanderait de revoir la constitution. Il convient de préciser que les 17 autonomies du territoire espagnol n'ont pas les mêmes règles et prérogatives. Le gouvernement espagnol semble refuser en bloc toute révision de la constitution.

Il y a quelques années, un nouveau « statut » avait été envisagé en Catalogne, négocié avec quelques allers et retours avec le gouvernement central, à l'époque socialiste. Mais il fut bloqué au bout du compte. Depuis aucun dialogue apparent.

Les dernières élections autonomiques ont vu une recomposition non plus politique mais, en résumant grossièrement, indépendantistes contre non indépendantistes. Les premiers ont eu globalement moins de voix mais plus de députés. La majorité est aujourd'hui une somme de droite catalaniste, gauche républicaine catalaniste et la CUP, un petit parti anti-système. C'est cette association qui a mené ce qui est appelé ici le « process », avec comme meneurs les plus virulents les dix élus anarchistes de la CUP, sans lesquels la majorité n'est pas atteinte.

**Cap Finistère : Le gouvernement de Mariano Rajoy porte tout de même une lourde responsabilité dans l'engrenage de la violence.**

**Éric Mass :** Oui, il est évident que cette crise sert le premier ministre et le Parti Populaire (PP). Pendant que les projecteurs sont braqués sur la Catalogne, on ne parle plus du social, ni des procès pour corruption dans lesquels sont impliqués des élus du PP (corruption également présente chez les cadres historiques de la Catalogne). Mariano Rajoy profite de cette crise pour se donner l'image d'un dirigeant à poigne. Souvent en Espagne, compte-tenu du mode de scrutin, les petits partis régionaux ont pu faire la pluie et le beau temps car leurs votes étaient indispensables pour constituer une majorité. Là, le premier ministre se donne une image de fermeté. Après, revoir les prérogatives d'une des « generalitats » aurait immédiatement pour conséquence de nouvelles revendications de la part des 16 autres. On sait que la liste des demandes du Pays Basque ou autres sont déjà prêtes.

**Cap Finistère : Une nouvelle élection n'est-elle pas incontournable ?**

**Éric Mass :** C'est effectivement ce qui va probablement arriver en Catalogne mais pas en Espagne. Nous avons déjà voté trois fois ces trois dernières années. Je suis de ceux qui pensent qu'une élection obligerait chaque parti à se positionner clairement sur ce processus et surtout à détailler précisément les tenants et les aboutissants de chaque position. Ce qui n'a pas été fait pour le 1<sup>er</sup> octobre. Tout le monde parle d'indépendance mais sans en connaître les conséquences ni économiques, ni pour la vie quotidienne des Catalans et sans savoir comment se positionneront les pays voisins et les instances européennes. Objectivement seule la CUP défend l'indépendance totale.

**Cap Finistère : Un point de non-retour n'a-t-il pas été franchi le 1<sup>er</sup> octobre ?**

**Éric Mass :** Si on veut parler de cap, c'est la première fois que les lois n'ont pas été suivies. Lors de la signature de la loi sur le référendum au parlement catalan, début septembre et lors de la célébration du vote du 1<sup>er</sup> octobre. Concernant, la violence, comme je l'ai dit, le premier ministre a tout fait pour se donner une image de fermeté et elle doit être condamnée. Mais il faut savoir qu'en Espagne, et même en Catalogne, de nombreuses manifestations se terminent par des violences policières. Pour l'instant aucun acte irrémédiable n'a été commis et comme les socialistes catalans je souhaite qu'on revienne le plus rapidement possible aux vrais enjeux pour les Espagnols et les Catalans, c'est-à-dire les questions sociales.

